



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gendarmerie et police

Question au Gouvernement n° 4371

Texte de la question

EFFECTIFS DE LA POLICE ET DE LA GENDARMERIE

M. le président. La parole est à M. Guy Geoffroy, pour le groupe Les Républicains.

M. Guy Geoffroy. Monsieur le Premier ministre, nos forces de police et de gendarmerie n'en peuvent plus ! Elles sont éreintées par les charges qui pèsent sur elles et par les événements si graves qui les contraignent à une activité surdimensionnée. Je tiens, ici, au nom de beaucoup d'entre nous - probablement la totalité d'entre nous - à leur dire une fois de plus notre soutien, et combien nous admirons leurs efforts. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

Monsieur le Premier ministre, chaque fois que nous voulons vous parler de cette question, votre ministre de l'intérieur et vous nous renvoyez les mêmes arguments, les mêmes chiffres ; comme si l'air martial et la colère feinte avec lesquels vous les énoncez suffisaient à tordre leur sens.

La vérité des chiffres a été rappelée par la Cour des comptes. En 2001, dernière année du gouvernement Jospin, il y avait 240 201 policiers et gendarmes. En 2011, dernière année du gouvernement Fillon, il y en avait 241 034. Et en 2014, troisième année de la présidence Hollande, il y en avait 238 245. *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.)* C'est la réalité des chiffres !

Vous aviez promis de créer 9 000 emplois au cours de cette législature. Pourtant, au cours de la période 2012-2015, vous n'en avez créé que 390. Même en ajoutant les 2 286 postes que vous avez promis pour 2017, vous n'aurez pas accompli, à l'issue de la législature, le tiers des créations d'emploi auxquelles vous vous étiez engagé. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

Monsieur le Premier ministre, quand passerez-vous aux actes ? Quand cesserez-vous de parler de chiffres qui ne veulent rien dire ? Et, à propos de la loi sur la prorogation de l'état d'urgence, quand donnerez-vous satisfaction aux demandes légitimes de nos forces de police et de gendarmerie ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Il est en marche, comme Macron !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur Geoffroy, je n'ai pas envie de polémiquer avec vous. *(Rires et exclamations sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Christian Jacob. Ben voyons !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je vous connais bien : pourquoi essayez-vous, sur ce ton, de polémiquer à propos des forces de sécurité ? Dans le cadre du débat budgétaire, M. le ministre de l'intérieur a déjà eu l'occasion d'y revenir.

Soyons précis. Je rappellerai simplement un chiffre : en 2017, la gendarmerie bénéficiera de 255 créations d'effectifs, après 2 443 en 2016.

M. Christian Jacob. Parlez-nous de la réalité !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Ce sont 2 031 créations nettes qui seront effectuées dans la police nationale, dont 1 731 au titre du plan de lutte contre le terrorisme et du pacte de sécurité.

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Voilà les chiffres.

Mme Marie-Jo Zimmermann. Que faites-vous de ceux de la Cour des comptes ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Vous découpez, vous tordez les chiffres de la Cour des comptes : très bien.

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Non ! Non !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Mais, comme l'a rappelé Bernard Cazeneuve hier, il y a des chiffres implacables : la suppression de 13 000 postes entre 2007 et 2012 (« *C'est faux !* » sur les bancs du groupe Les Républicains), et la création de 9 000 postes entre 2012 et 2017.

Nous pourrions continuer longtemps à nous renvoyer ainsi des chiffres les uns aux autres. Ce que je sais, monsieur Geoffroy, c'est qu'il faut rendre hommage aux forces de l'ordre et de sécurité, à nos gendarmes, à nos policiers nationaux et municipaux, pour le travail qu'ils accomplissent pour protéger les Français contre la délinquance et le terrorisme.

M. Gérard Bapt. Très bien !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Vous l'avez d'ailleurs fait, et vous avez eu bien raison.

Nous savons une deuxième chose : qu'il faut accroître les moyens, en créant des postes mais aussi en donnant des éléments de protection à nos forces de l'ordre. Il faut également investir dans les commissariats, les hôtels de police et les bâtiments qui hébergent les brigades de gendarmerie, de même que dans les armes, les véhicules et les gilets pare-balles.

Nous savons, enfin, une troisième chose : il faudra continuer cet effort, non seulement pour les forces de sécurité elles-mêmes, pour le ministère de l'intérieur, mais aussi en matière de défense et de justice. Or je ne comprends pas, monsieur Geoffroy, comment vous pourrez augmenter les moyens dans les années à venir, puisque vous annoncez la suppression de 300 000 à 700 000 postes de fonctionnaires dans l'ensemble de la fonction publique.

M. Claude Goasguen. Eh bien, nous ferons des choix !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je vous renvoie donc à votre cohérence. Pour notre part, nous sommes cohérents. Nous avons dénoncé les suppressions de postes ;...

Mme Marie-Jo Zimmermann. Eh bien alors, pourquoi n'en créez-vous pas ?

M. Manuel Valls, *Premier ministre*. ...nous créons des postes et continuerons à le faire, parce qu'il y va de la protection des Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. Guy Geoffroy](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (9^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4371

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 novembre 2016](#)